

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 78

[C - 2008/00966]

**12 OCTOBRE 2008.** — Arrêté royal relatif au prélèvement du fonds de la sécurité routière d'un montant destiné aux projets de la police intégrée

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 décembre 2005 relatif à l'établissement et au financement des plans d'action en matière de sécurité routière, telle que modifiée par la loi-programme du 8 juin 2008;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juin 2008 contenant le Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 2008;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2005 relatif à l'établissement et au financement des plans d'action en matière de sécurité routière;

Vu le projet introduit par la police intégrée;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2008;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 25 juillet 2008,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Conformément à l'article 5, § 3, de la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au financement de plans d'action en matière de sécurité routière, tel que modifié par la loi du 8 juin 2008, un montant de 15.881.650 euros est attribué pour 2008 pour les services de contrôle en matière de sécurité routière qui dépendent du Service public fédéral Intérieur.

Ce montant est attribué pour financer des projets qui permettent une constatation plus efficace des infractions de circulation, visent un traitement et une perception plus rapide des amendes et soutiennent l'acquisition de matériel standardisés par des achats communs.

Cette somme est imputée sur le fonds d'attribution dans le cadre de la sécurité routière, visé à l'article 66.61b du fonds de restitution et d'attribution tel qu'il figure dans le Budget général des Dépenses.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
E. SCHOUPE

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 78

[C - 2008/00966]

**12 OKTOBER 2008.** — Koninklijk besluit betreffende de voorafname op het verkeersveiligheidsfonds van een bedrag voor de projecten van de geïntegreerde politie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid, zoals gewijzigd bij de programmwet van 8 juni 2008;

Gelet op de wet van 1 juni 2008 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid;

Gelet op het ontwerp ingediend door de geïntegreerde politie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 25 juli 2008;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Staatssecretaris van Mobiliteit en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 5, § 3, van de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid, zoals gewijzigd door de programmwet van 8 juni 2008, wordt voor de controlediensten inzake verkeersveiligheid die afhangen van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken voor 2008 een bedrag van 15.881.650 euro toegekend.

Dit bedrag wordt toegekend om projecten die een meer doeltreffende vaststelling van de verkeersinbreuken toelaten, een vlottere afhandeling en snellere inning van de boetes beogen en de verwerving van gestandaardiseerd verkeerstechnisch materiaal via gemeenschappelijke aankopen ondersteunen te financieren.

Dit bedrag wordt aangerekend op het fonds voor de toewijzingen in het kader van de verkeersveiligheid bedoeld in het artikel 66.61b van het terugbetalings- en toewijzingsfonds van de Algemene Uitgavenbegroting.

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

De Staatssecretaris van Mobiliteit,  
E. SCHOUPE

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 79

[C - 2008/01049]

**8 DECEMBRE 2008.** — Arrêté royal fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

Par la loi du 15 juillet 1996, publiée au *Moniteur belge* le 5 octobre 1996, a été inséré un nouvel article 74/8 à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers. Le § 3 de cet article donne au Roi la compétence de déterminer le régime et les règles du transfèrement d'étrangers qui sont détenus, maintenus ou mis à la disposition du gouvernement. L'arrêté que je vous présente aujourd'hui, exécute cet article 74/8, § 3.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 79

[C - 2008/01049]

**8 DECEMBER 2008.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Bij wet van 15 juli 1996, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 1996, werd in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een nieuw artikel 74/8 ingevoegd. § 3 van dit artikel verleent aan de Koning de bevoegdheid om het regime en de regels te bepalen voor de overbrenging van vreemdelingen die worden opgesloten, vastgehouden of ter beschikking gesteld van de regering. Het besluit dat ik U heden voorleg, voert dit artikel 74/8, § 3 uit.

Cet arrêté est subdivisé comme suit. Le premier chapitre (articles 1-5) comprend quelques définitions et dispositions générales, telles que le champ d'application et les compétences des collaborateurs de sécurité-chauffeurs. Le deuxième chapitre comprend les règles qui doivent être suivies chronologiquement lors d'un transfèrement, et consiste en quatre sections : la préparation (art. 6-7), le départ (art. 8-12), le transport à proprement parler (art. 13-15) et l'arrivée (art. 16-17). Un troisième chapitre (art. 18-24) explique un certain nombre de cas particuliers qui peuvent se produire durant un transfèrement.

Il est tenu compte des observations du Conseil d'Etat. Le cas échéant, celles-ci sont expliquées plus en détails dans le commentaire article par article.

#### COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article définit quelques notions qui figurent souvent dans le présent arrêté.

Par « collaborateurs de sécurité-chauffeurs », on entend les mêmes personnes que les « chauffeurs-agents de sécurité de l'Office des étrangers », tel que prévu dans l'article 3bis de la loi du 25 février 2003 portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police de cours et tribunaux et de transfert des détenus. Cette terminologie a été adaptée depuis lors.

##### Article 2

Cet article détermine le champ d'application de l'arrêté. L'article 74/8, § 3, donne au Roi, en général, la compétence de régler le transfèrement d'étrangers qui sont détenus, maintenus ou mis à la disposition du gouvernement. Le présent arrêté a toutefois un champ d'application plus limité. Il traite uniquement des transfèremens d'étrangers soumis à une mesure administrative de détention, de mise à disposition du gouvernement ou de maintien, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers.

Ainsi, les transfèremens suivants ne sont pas concernés :

- les transfèremens exécutés par les agents de sécurité du Service public fédéral Justice;
- les transfèremens exécutés par les services de police.

##### Article 3

Le premier alinéa de cet article détermine la compétence des collaborateurs de sécurité-chauffeurs. Ils sont en principe compétents pour tous les transfèremens d'étrangers soumis à une mesure administrative de détention, de mise à disposition du gouvernement ou de maintien. Il va sans dire qu'un arrêté royal ne peut pas nuire aux compétences légales confiées aux services de police locale et fédérale et aux agents de sécurité du Service public fédéral Justice (loi du 25 février 2003). Le cas échéant, il y aura une compétence concurrentielle pour laquelle différents de ces services sont, en principe, tous compétents.

Pour résoudre les problèmes pratiques qui pourraient se présenter du fait de cette compétence concurrentielle, les alinéas 2 et 3 définissent dans quelle mesure les collaborateurs de sécurité-chauffeurs exercent leur compétence telle que décrite dans l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le deuxième alinéa énumère les transfèremens qui sont en principe effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs. Concrètement, il s'agit des transfèremens à partir de la frontière, à partir de l'Office des étrangers ou à partir d'un centre fermé. Quoi qu'il en soit, ceux-ci ne relèvent pas de la compétence des agents de sécurité du SPF Justice, tel que fixé à l'article 3bis de la loi du 25 février 2003. Une compétence concurrentielle est donc possible uniquement avec les services de police. Ces derniers n'exécuteront ces transfèremens au lieu des collaborateurs de sécurité-chauffeurs que pour des raisons de sécurité ou d'opérationnalité.

Le troisième alinéa détermine que d'autres transfèremens relevant de la compétence de principe des collaborateurs de sécurité-chauffeurs, tel que décrit à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mais qui ne sont pas énumérés à l'alinéa 2, ne sont effectués qu'exceptionnellement par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs. Il s'agit ici, entre autres, de :

- transfèremens d'étrangers interceptés qui ont été appréhendés sur le territoire ou d'étrangers séjournant dans une prison vers un centre ou vers une frontière dans le cadre de la procédure d'éloignement du Royaume (cf. article 3bis de la loi du 25 février 2003);

Dit besluit is onderverdeeld als volgt. Het eerste hoofdstuk (artikelen 1-5) bevat een aantal definities en algemene bepalingen, zoals het toepassingsgebied en de bevoegdheden van de veiligheidsmedewerkers-chauffeur. Het tweede hoofdstuk omvat de regels die chronologisch gevolgd moeten worden bij een overbrenging, en bestaat uit vier afdelingen : de voorbereiding (art. 6-7), het vertrek (art. 8-12), het eigenlijke vervoer (art. 13-15) en de aankomst (art. 16-17). In een derde hoofdstuk (art. 18-24) worden een aantal bijzondere gevallen toegelicht, die zich kunnen voordoen tijdens een overbrenging.

Er wordt rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State. Dit wordt in voorkomend geval verder toegelicht in de artikelsgewijze bespreking.

#### ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

##### Artikel 1

Dit artikel definieert een aantal termen die vaak voorkomen in dit besluit.

Met de veiligheidsmedewerkers-chauffeur worden dezelfde personen bedoeld als de « veiligheidsbeambte-chauffeurs van de Dienst Vreemdelingenzaken » zoals voorzien door artikel 3bis van de wet van 25 februari 2003 houdende inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen. Deze terminologie werd ondertussen immers aangepast.

##### Artikel 2

Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied van het besluit. Artikel 74/8, § 3, geeft de Koning in het algemeen de bevoegdheid om de overbrenging te regelen van vreemdelingen die worden opgesloten, vastgehouden of ter beschikking gesteld van de regering. Het onderhavig besluit heeft echter een beperkter toepassingsgebied. Het handelt enkel over de overbrengingen van vreemdelingen, onderworpen aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding, uitgevoerd door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Zo worden de volgende overbrengingen niet gevisieerd door dit koninklijk besluit :

- de overbrengingen uitgevoerd door de veiligheidsbeambten van de Federale Overheidsdienst Justitie;
- de overbrengingen uitgevoerd door de politiediensten.

##### Artikel 3

Het eerste lid van dit artikel bepaalt de bevoegdheid van de veiligheidsmedewerkers-chauffeur. Ze zijn principieel bevoegd voor alle overbrengingen van vreemdelingen die onderworpen zijn aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding. Vanzelfsprekend kan een koninklijk besluit geen afbreuk doen aan wettelijke bevoegdheden toegekend aan lokale en federale politiediensten en aan de veiligheidsbeambten van de Federale Overheidsdienst Justitie (wet van 25 februari 2003). Desgevallend zal er dan ook concurrerende bevoegdheid zijn, waarbij verschillende van deze diensten tegelijk principieel bevoegd zijn.

Om tegemoet te komen aan praktische problemen die kunnen ontstaan naar aanleiding van deze concurrerende bevoegdheid, geeft het tweede en derde lid aan in welke mate de veiligheidsmedewerkers-chauffeur hun bevoegdheid, zoals omschreven in het eerste lid, uitoefenen.

Het tweede lid somt de overbrengingen op die in regel uitgevoerd worden door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur. Het betreft concreet overbrengingen vanuit de grens, vanuit de Dienst Vreemdelingenzaken te Brussel of vanuit een gesloten centrum. Dit behoort hoe dan ook niet tot de bevoegdheid van de veiligheidsbeambten van FOD Justitie, zoals vastgesteld in artikel 3bis van de wet van 25 februari 2003. Er is dus enkel concurrerende bevoegdheid met de politiediensten mogelijk. Deze laatste zullen deze overbrengingen enkel uitvoeren in plaats van de veiligheidsmedewerkers-chauffeur om redenen van veiligheid of operationaliteit.

Het derde lid bepaalt dat overbrengingen die tot de principiële bevoegdheid van de veiligheidsmedewerkers-chauffeur behoren, zoals omschreven in het eerste lid, maar die niet opgesomd zijn in het tweede lid, slechts uitzonderlijk worden uitgevoerd door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur. Het gaat hierbij onder meer om :

- overbrengingen van geïntercepteerde vreemdelingen die in het Rijk worden aangetroffen of van vreemdelingen die in een gevangenis verblijven, naar een centrum of naar een grens in het kader van de procedure voor hun verwijdering uit het Rijk (cf. artikel 3bis van de vermelde wet van 25 februari 2003);

— transfèrements vers un centre qui ne tombe pas sous l'application de l'article 3, deuxième alinéa du présent arrêté royal, ou sous celui de l'article 3bis de la loi du 25 février 2003.

Ces transfèrements sont principalement effectués par d'autres instances, soit par les agents de sécurité du SPF Justice, soit par les services de police locale ou fédérale. Afin d'assurer la continuité des transfèrements d'étrangers dans tous les cas, ces transfèrements devront pouvoir être, ne fût-ce qu'exceptionnellement, effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs. Malgré la demande du Conseil d'Etat dans son avis, il ne peut être donné de liste exhaustive des cas considérés comme « exceptionnels ». Ceux-ci seront examinés au cas par cas en concertation avec les autres services compétents pour le transfèrement.

#### Article 4

Cet article contient, en des termes généraux, quelques principes fondamentaux devant être pris en considération lors de chaque transfèrement.

#### Article 5

Cet article traite de la carte de service de l'Office des étrangers que reçoit le collaborateur de sécurité-chauffeur. La carte de service ne donne aucun privilège dans n'importe quelle situation de circulation. Le chauffeur doit donc se conformer au code de la route. Aucune mission ne justifie une infraction au code de la route.

Le collaborateur de sécurité-chauffeur doit, en outre, se procurer un permis de conduire pour l'aéroport. Pour ce faire, l'intéressé doit passer un examen théorique portant sur le code de la route propre à l'aéroport. L'Office des étrangers ne peut donc pas s'en charger lui-même. L'avis du Conseil d'Etat à ce sujet ne peut des lors pas être suivi.

#### Articles 6-7

Ces articles réglementent la préparation du transfèrement.

En prévoyant au moins un collaborateur de sécurité-chauffeur de plus que le nombre d'étrangers à transporter, il y a ainsi, en plus du collaborateur de sécurité-chauffeur qui conduit le véhicule, toujours au moins un collaborateur de sécurité-chauffeur par étranger à transporter pour les surveiller.

En ce qui concerne le contrôle du véhicule, il faut que le niveau d'huile, le niveau d'eau, le carburant, les pneus et le fonctionnement des freins soient vérifiés.

#### Articles 8-12

Ces articles traitent des règles applicables lors du départ d'un transfèrement.

L'article 8 contient des règles plus précises concernant la fouille de sécurité, prévues à l'article 74/8, § 5, alinéa premier, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Pour compléter les objectifs de cette fouille de sécurité et la manière dont elle est organisée, telle que décrite à cet article 74/8, § 5, on décrit concrètement quels fonctionnaires sont autorisés à effectuer cette fouille.

Si, pour des raisons pratiques, la fouille ne peut pas être réalisée par un collaborateur de sécurité-chauffeur du même sexe que l'étranger, celle-ci est réalisée par un autre membre du personnel de l'Office des étrangers du même sexe, sous le contrôle du collaborateur de sécurité-chauffeur. Ce contrôle vise à veiller à ce que la fouille se fasse correctement, conformément aux prescriptions définies dans le présent arrêté.

Pour des raisons pratiques, si le transfèrement se fait au départ d'un centre, la fouille peut également être réalisée (par ex. pour gagner du temps, pas de collaborateur de sécurité-chauffeur de même sexe) par le personnel du centre où séjourne l'étranger. La fouille est alors effectuée conformément à l'article 10, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 2 août 2002. Celui-ci prévoit que « la fouille est effectuée par un membre du personnel de sécurité du même sexe que l'occupant ou par un autre membre du personnel du même sexe, auquel cas la fouille est effectuée sous la surveillance du responsable de service ».

Le sort des éventuels objets interdits ou dangereux qui sont saisis est également expliqué.

Conformément à l'article 10, les portières qui permettent à l'étranger d'entrer doivent être verrouillées de manière à ce que seulement le collaborateur de sécurité-chauffeur ne puisse les ouvrir, et qu'elles ne puissent être ouvertes ni par les étrangers ni par des tiers. Le coffre doit également être verrouillé.

— overbrengingen naar een centrum die niet vallen onder het toepassingsgebied van artikel 3, tweede lid, van dit koninklijk besluit, of artikel 3bis van de wet van 25 februari 2003.

Deze overbrengingen worden voornamelijk uitgevoerd door andere instanties, hetzij de veiligheidsbeambten van de FOD Justitie, hetzij de lokale of federale politiediensten. Om de continuïteit van de overbrengingen van vreemdelingen in alle gevallen te verzekeren, zullen deze overbrengingen, zij het uitzonderlijk, uitgevoerd kunnen worden door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur. Hoewel de Raad van State dit verzoekt in zijn advies, kan er geen exhaustieve opsomming gegeven worden van de gevallen die worden verstaan onder « uitzonderlijk ». Dit zal geval per geval in gezamenlijk overleg met de andere diensten bevoegd voor overbrenging afgesproken worden.

#### Artikel 4

Dit artikel bevat in algemene termen enkele fundamentele beginselen die in acht genomen dienen te worden bij iedere overbrenging.

#### Artikel 5

Dit artikel handelt over de dienstkaart van de Dienst Vreemdelingenzaken die de veiligheidsmedewerker-chauffeur ontvangt. De Dienstkaart geeft geen enkel voorrecht in om het even welke verkeerssituatie. De chauffeur dient zich dus te houden aan het verkeersreglement. Geen enkele opdracht rechtvaardigt het overtreden van de verkeersregels.

Bovendien dient de veiligheidsmedewerker-chauffeur een luchthavenrijbewijs te behalen. De betrokkene dient hiertoe een theoretische test af te leggen over het luchthavenverkeersreglement. De Dienst Vreemdelingenzaken kan hiervoor dus niet zelf instaan. Het advies van de Raad van State in dit verband kan dus niet gevolgd worden.

#### Artikelen 6-7

Deze artikelen reglementeren de voorbereiding van een overbrenging.

Door minstens één veiligheidsmedewerker-chauffeur meer te voorzien dan het aantal over te brengen vreemdelingen, is er, naast een veiligheidsmedewerker-chauffeur om het voertuig te besturen, steeds minstens een veiligheidsmedewerker-chauffeur per over te brengen vreemdeling aanwezig om deze in het oog te houden.

Met betrekking tot de controle van het voertuig, dienen het oliepeil, het waterniveau, de brandstof, de banden en het functioneren van de remmen nagekeken te worden.

#### Artikelen 8-12

Deze artikelen behandelen de regels die gelden bij het vertrek van een overbrenging.

Artikel 8 bevat de nadere regels van de veiligheidsfoullering, voorzien in artikel 74/8, § 5, eerste lid, 3°, van de wet van 15 december 1980.

In aanvulling op de doelstellingen van deze veiligheidsfoullering en de wijze waarop deze plaats vindt, zoals omschreven in dit artikel 74/8, § 5, wordt concreet omschreven welke ambtenaren gemachtigd zijn deze foullering uit te voeren.

Indien de foullering omwille van praktische redenen niet kan uitgevoerd worden door een veiligheidsmedewerker-chauffeur van hetzelfde geslacht als de vreemdeling, wordt deze uitgevoerd door een ander personeelslid van de Dienst Vreemdelingenzaken van hetzelfde geslacht, onder toezicht van de veiligheidsmedewerker-chauffeur. Dit toezicht is erop gericht ervoor te zorgen dat de foullering correct gebeurt overeenkomstig de in dit besluit bepaalde voorschriften.

Indien de overbrenging vertrekt vanuit een centrum, kan omwille van praktische redenen (vb. tijdswinst, geen veiligheidsmedewerker-chauffeur van hetzelfde geslacht als de vreemdeling) de foullering ook plaatsvinden door het personeel van het centrum waar de vreemdeling verblijft. De foullering vindt dan plaats overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002. Hierin wordt bepaald dat « de foullering wordt uitgevoerd door een lid van het veiligheidspersoneel van hetzelfde geslacht als de bewoner of door een ander personeelslid van hetzelfde geslacht, in welk geval de foullering gebeurt onder toezicht van de dienstverantwoordelijke. »

Het lot van de eventuele verboden of gevaarlijke voorwerpen die aangetroffen worden, wordt eveneens toegelicht.

Overeenkomstig artikel 10, dienen de portieren die toegang geven tot de vreemdelingsafgesloten te worden op zodanige wijze dat het enkel voor de veiligheidsmedewerker-chauffeur mogelijk is deze te openen, niet voor de vreemdelingen of voor derden. De kofferruimte dient eveneens afgesloten te worden.

## Articles 13-15

Ces articles encadrent le transport en tant que tel.

Comme règle générale, il est clairement stipulé que l'itinéraire qui doit être suivi est celui qui est considéré comme le plus rapide. Il ne s'agit pas nécessairement de l'itinéraire le plus court, et l'itinéraire dépend de circonstances variables telles que travaux, embouteillages... Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs doivent également rester informés de l'information sur le trafic routier. Toutefois, une exception à cette règle de prendre obligatoirement l'itinéraire le plus rapide vaut quand celui-ci n'est pas sûr.

L'avis du Conseil d'Etat sur l'article 14 a été suivi en alignant systématiquement le projet en français sur la version en néerlandais. Le but n'est en aucun cas que chacun des collaborateurs de sécurité-chauffeurs surveille uniquement un seul étranger, mais bien qu'ils surveillent ensemble tous les étrangers.

Ce transport n'est, en principe, pas interrompu, sauf en cas de force majeure ou contre-ordre du bureau de coordination. En cas d'accident de la route ou de panne, le service de coordination doit être contacté pour d'autres instructions.

## Articles 16-17

Ces articles réglementent l'arrivée. L'autorité à qui l'étranger est remis, doit apposer soit une signature, soit un cachet sur la mission de transfert, comme preuve de remise.

## Article 18

Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs doivent, de manière générale, informer le bureau de coordination de toutes les circonstances qui pourraient entraver le bon fonctionnement de la mission.

## Article 19

L'obligation de l'article 18 vaut également si un étranger est malade. La santé de l'étranger occupe une place prépondérante. Au besoin, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs effectuent eux-mêmes les démarches nécessaires (appeler une assistance médicale, se rendre soi-même au service médical situé à proximité), sans pour cela devoir attendre des instructions du bureau de coordination.

## Article 20

Si le comportement de l'étranger constitue un risque pour lui-même, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs peuvent utiliser des vêtements de protection, par exemple, un casque de protection. Le vêtement de protection a pour seul but d'empêcher l'étranger de se blesser et ne peut pas être considéré comme une contrainte.

## Article 21

Cet article porte sur l'utilisation de la contrainte à l'égard des étrangers.

Tel qu'indiqué à l'article 74/8, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, les conditions en vigueur sont toujours celles de l'article 37 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Dans celle-ci, on détermine entre autres de façon précise que la contrainte ne peut être utilisée que pour atteindre un but légal qui ne peut pas être atteint d'une autre façon. La description en est faite aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

L'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit que la contrainte peut être utilisée si le comportement de l'étranger représente un danger pour sa propre intégrité physique ou pour celle de tiers (c-à-d. pour le collaborateur de sécurité-chauffeur, d'autres étrangers à transférer ou d'autres personnes), ou si l'étranger trouble l'ordre. La contrainte a pour objectif de parvenir à maîtriser l'étranger.

L'alinéa 2 prévoit une possibilité supplémentaire d'imposer la contrainte. Le transfèrement constitue en effet un moment très précaire, que l'étranger peut par exemple utiliser pour tenter de prendre la fuite. Non seulement les collaborateurs de sécurité-chauffeurs, mais aussi tous les étrangers à transférer ont donc tout intérêt à ce que le transfèrement se déroule sans incident. Si la contrainte pouvait être utilisée uniquement après que le comportement d'un étranger a effectivement représenté un danger pour l'intégrité physique, ou uniquement après que l'étranger a effectivement perturbé l'ordre, le mal serait déjà fait.

De ce fait, la contrainte peut également être utilisée préventivement afin d'assurer le bon déroulement du transfèrement. Cette contrainte ne peut être imposée que si des indices objectifs peuvent raisonnablement faire croire que l'étranger peut constituer un danger pour l'intégrité physique ou peut troubler l'ordre. Citons par exemple un étranger qui a déjà présenté un comportement agressif à plusieurs reprises ou qui a déjà tenté de s'échapper.

## Artikelen 13-15

Deze artikelen omkaderen het vervoer als dusdanig.

Als algemene regel wordt duidelijk gesteld dat route gevolgd dient te worden die geacht wordt de snelste te zijn. Dit is niet noodzakelijk dezelfde route als de kortste in afstand, en is afhankelijk van variabele omstandigheden zoals wegenwerken, files,... De veiligheidsmedewerkers-chauffeur dienen dan ook op de hoogte te blijven van de verkeersinformatie. Een uitzondering op deze regel dat de snelste route gevolgd moet worden, geldt evenwel wanneer deze route onveilig is.

Het advies van de Raad van State over artikel 14 werd gevolgd door het Franstalig ontwerp steeds aan te passen aan het Nederlands ontwerp. Het is geenszins de bedoeling dat iedere veiligheidsmedewerker slechts één bepaalde vreemdeling in het oog houdt. Ze houden gezamenlijk toezicht op alle vreemdelingen.

Het vervoer wordt in principe niet onderbroken, behoudens in geval van overmacht of tegenbevel van het coördinatiebureau. In geval van een verkeersongeval of pech, moet de coördinatie dienst gecontacteerd worden voor nadere instructies.

## Artikelen 16-17

Deze artikelen reglementeren de aankomst. De autoriteit aan wie de vreemdeling wordt overgedragen, dient de transferopdracht af te tekenen of van een stempel te voorzien, als bewijs van de overdracht.

## Artikel 18

De veiligheidsmedewerkers-chauffeur dienen in het algemeen steeds het coördinatiebureau op de hoogte te stellen van alle omstandigheden die het goede verloop van de opdracht in de weg zouden kunnen staan.

## Artikel 19

De verplichting van artikel 18 geldt eveneens indien een vreemdeling ziek wordt. De gezondheid van de vreemdeling staat echter centraal. Zo nodig ondernemen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur zelf dan ook de nodige stappen (oproepen medische bijstand, zich zelf begeven naar de dichtstbijzijnde medische dienst), zonder hieromtrent noodzakelijk te moeten wachten op instructies van het coördinatiebureau.

## Artikel 20

Wanneer het gedrag van de vreemdeling een risico vormt voor hemzelf, kunnen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur beschermkledij opdragen aan deze vreemdeling, zoals bv. een beschermende helm. De beschermkledij heeft enkel als doel te vermijden dat de vreemdeling zichzelf verwondt, en kan niet beschouwd worden als dwang.

## Artikel 21

Dit artikel handelt over het gebruik van dwang ten aanzien van de vreemdelingen.

Zoals vermeld in artikel 74/8, § 6, van de wet van 15 december 1980, gelden hierbij alleszins steeds de voorwaarden van artikel 37 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Hierbij wordt onder meer bepaald dat geweld enkel gebruikt mag worden om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt. Dit wordt verder omschreven in het eerste en tweede lid.

Het eerste lid bepaalt dat dwang gebruikt kan worden indien het gedrag van de vreemdeling een gevaar vormt voor de fysieke integriteit van hemzelf of derden (d.w.z. de veiligheidsmedewerkers-chauffeur, andere over te brengen vreemdelingen of overige personen) of indien de vreemdeling de orde verstoort. De dwang heeft dan als doel de vreemdeling terug onder controle te krijgen.

Het tweede lid bevat een bijkomende mogelijkheid om dwang op te leggen. De overbrenging is immers een erg precair moment, dat bijvoorbeeld door de vastgehouden vreemdeling kan aangewend worden om te proberen te ontsnappen. Het is evenwel in het belang van niet alleen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur, maar van alle over te brengen vreemdelingen, dat de overbrenging zonder enig incident kan plaatsvinden. Indien enkel opgetreden zou kunnen worden nadat het gedrag van een vreemdeling daadwerkelijk een gevaar voor de fysieke integriteit uitmaakt, of nadat de vreemdeling daadwerkelijk de orde verstoort, is het kwaad reeds geschied.

Vandaar dat dwang eveneens preventief kan worden opgelegd, ten einde de goede afloop van de overbrenging te verzekeren. Deze dwang kan enkel opgelegd worden indien er objectieve aanwijzingen zijn waaruit men redelijkerwijs kan afleiden dat de vreemdeling een gevaar kan zijn voor de fysieke integriteit, of dat hij de orde kan verstoren. Hierbij kan bijvoorbeeld gedacht worden aan een vreemdeling die zich in het verleden reeds meermaals agressief heeft gedragen, of die reeds geprobeerd heeft te ontsnappen.

L'alinéa 3 dresse une énumération limitative des mesures de contrainte qui peuvent être utilisées dans les limites de l'article 37 de la loi sur la fonction de police et des alinéas précédents. Il s'agit de la contrainte physique, de la clé de bras et des menottes. Ces mesures de contraintes diffèrent en intensité. La nature d'une mesure de contrainte à utiliser dans un cas concret dépend des circonstances concrètes. Le ministre peut édicter d'autres instructions relatives aux types de menottes autorisées.

#### Article 22

Cet article traite de (la tentative d') évasion d'un étranger durant le transfèrement. Un transfèrement, et en particulier le départ et l'arrivée, sont des moments cruciaux par excellence qui seront utilisés par un étranger maintenu qui a l'intention de s'échapper. Le collaborateur de sécurité-chauffeur doit, dans la mesure du possible, empêcher la tentative d'évasion. Pour ce faire, il ne doit en aucun cas, mettre en danger sa propre intégrité physique, celle de l'étranger ou celle de tiers, et il doit rester suffisamment de collaborateurs de sécurité-chauffeurs pour surveiller les autres étrangers. Cette situation dépend de toute une série de circonstances de fait et doit être jugé au cas par cas.

Lorsque le collaborateur de sécurité-chauffeur ne parvient plus à éviter une évasion de l'étranger et que celui-ci s'est effectivement enfui, le service de police et le bureau de coordination en sont informés.

#### Article 23

Cet article traite du rapport qui doit être établi chaque fois qu'il y a des incidents de quelque nature que ce soit avec un étranger, et en général chaque fois que des moyens coercitifs ont été utilisés. Ce rapport doit être transmis au bureau de coordination, ainsi qu'au directeur du centre où l'étranger séjourne. Ce dernier dispose donc de la possibilité d'imposer une mesure d'ordre conformément à l'article 98, § 3, 2<sup>e</sup> alinéa de l'arrêté royal susmentionné du 2 août 2002 s'il s'agit d'une infraction mentionnée à l'article 96 de cet arrêté.

#### Article 24

Il est évident qu'un régime plus souple est appliqué à un étranger qui est transféré dans le cadre d'une libération. Les articles du présent arrêté royal qui ne sont pas d'application lors de tels transfèvements, sont énumérés dans cet article 24.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Politique de migration et d'asile,  
Mme A. TURTELBOOM

#### Avis 44.062/2 du 4 juin 2008 de la section de législation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 30 janvier 2008, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les chauffeurs-agents de sécurité de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné l'avis suivant :

#### Examen du projet

##### Intitulé

Il convient de faire référence à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en reproduisant fidèlement son intitulé. Par conséquent, dans la version française de l'intitulé, les mots "au territoire" seront insérés entre "l'accès" et ", le séjour".

Het derde lid somt limitatief de dwangmiddelen op die, binnen de grenzen van artikel 37 van de wet op het politieambt en van de vorige leden, gehanteerd kunnen worden. Het gaat om de fysieke aansporing, de houdgreep en de boeien. Deze dwangmiddelen zijn verschillend in intensiteit. De aard van het in een concreet geval te gebruiken dwangmiddel hangt af van de concrete omstandigheden. De minister kan verdere instructies uitvaardigen met betrekking tot de toelaatbare types van boeien.

#### Artikel 22

Dit artikel handelt over de (poging tot) ontsnapping van een vreemdeling tijdens een overbrenging. Een overbrenging, en in het bijzonder het vertrek en de aankomst, zijn cruciale momenten die bij uitstek aangewend zullen worden door een vastgehouden vreemdeling die van plan is te ontsnappen. De veiligheidsmedewerker-chauffeur dient een ontsnappingspoging in de mate van het mogelijke te verhinderen. Hij mag daarbij in geen geval de fysieke integriteit van zichzelf, de vreemdeling of derden in gevaar brengen, en er dienen voldoende veiligheidsmedewerkers-chauffeur over te blijven om de overige vreemdelingen te bewaken. Dit is afhankelijk van het geheel van feitelijke omstandigheden en dient geval per geval beoordeeld te worden.

Wanneer de veiligheidsmedewerker-chauffeur de ontsnapping niet kan verijdelen en de vreemdeling daadwerkelijk ontsnapt is, worden de dichtstbijzijnde politiedienst en het coördinatiebureau op de hoogte gebracht.

#### Artikel 23

Dit artikel handelt over het rapport dat opgesteld moet worden telkens wanneer zich incidenten van welke aard ook hebben voorgedaan met een vreemdeling, en in het algemeen telkens wanneer dwangmiddelen gebruikt werden. Dit rapport dient overgemaakt te worden aan het coördinatiebureau, evenals aan de directeur van het centrum waar de vreemdeling verblijft. Aldus wordt deze laatste in de mogelijkheid gesteld om overeenkomstig artikel 98, § 3, 2e lid, van het vermelde koninklijk besluit van 2 augustus 2002, een ordemaatregel op te leggen indien het gaat om een inbreuk vermeld in artikel 96 van dit besluit.

#### Artikel 24

Voor een vreemdeling die overgebracht wordt in het kader van zijn vrijlating geldt vanzelfsprekend een soepeler regime. De artikelen van dit koninklijk besluit die niet van toepassing zijn op dergelijke overbrengingen, worden opgesomd in dit artikel 24.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige  
En zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Migratie- en Asielbeleid,  
Mevr. A. TURTELBOOM

#### Advies 44.062/2 van 4 juni 2008 van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 januari 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsbeambten-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven :

#### Onderzoek van het ontwerp

##### Opschrift

Naar de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen behoort te worden verwezen door het opschrift ervan getrouw weer te geven. Bijgevolg dienen in de Franse tekst de woorden "au territoire" te worden ingevoegd tussen de woorden "l'accès" en ", le séjour".

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>

1. Dans la version française de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, il y a lieu de remplacer les mots "en application de l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>" par les mots "en application des dispositions mentionnées à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>".

2. Il n'est pas de bonne méthode de mêler dans un texte ayant pour objet de contenir des définitions une disposition ayant pareil objet et une disposition à caractère prescriptif. Tel est le cas au 3°, ou il est précisé que les chauffeurs-agents de sécurité ne peuvent faire partie d'un service de police. Cette règle est en outre inutile dès lors que la première partie de la disposition expose que ces agents sont au service "de l'Office des étrangers", qui n'appartient pas aux services de police.

## Article 3

La rédaction de la disposition manque de cohérence, en ce qu'en son alinéa 1<sup>er</sup> elle commence par prévoir que l'ensemble des transfèrements d'étrangers sont pris en charge par des chauffeurs-agents de sécurité et qu'en ses deux autres alinéas, elle prévoit des hypothèses ou ces transfèrements relèvent de la compétence d'autres agents.

En outre, tel qu'il est rédigé, l'article 3 ne permet pas de déterminer quels sont les transfèrements qui sont de la compétence des chauffeurs-agents de sécurité.

Tout d'abord, l'alinéa 1<sup>er</sup> précise que tous les transfèrements sont de la compétence des chauffeurs-agents de sécurité, sous réserve de la compétence des services de police et des agents de sécurité du corps de sécurité du Service public fédéral de la Justice (1). Cette réserve ne permet pas de circonscrire avec précision la compétence des chauffeurs-agents de sécurité, d'une part, parce que la législation sur les services de police ne précise pas les hypothèses de transfèrement pour lesquels les services de police sont compétents et, d'autre part, parce que l'article 3bis de la loi du 25 février 2003 portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus, s'il indique les deux hypothèses de transfèrement pour lesquels les agents de sécurité peuvent être compétents, précise que c'est "sans préjudice des compétences des services de police locale et fédérale et des chauffeurs-agents de sécurité de l'Office des étrangers".

Ensuite, l'alinéa 2 énumère quels sont les transfèrements effectués "principalement" par les chauffeurs-agents de sécurité, en précisant qu'ils relèvent de la compétence des services de police lorsque des raisons de sécurité ou d'opérationnalité l'imposent. Cet alinéa pose problème pour les raisons suivantes :

1° le terme "principalement" signifie que les transfèrements énumérés pourraient ne pas être pris en charge par les chauffeurs-agents de sécurité, mais aucune précision n'est apportée sur les hypothèses dans lesquelles d'autres autorités - non précisées - seraient compétentes;

2° il n'est pas possible de savoir si seuls les transfèrements énumérés à l'alinéa 2 peuvent, pour des raisons de sécurité ou d'opérationnalité, être pris en charge par les services de police.

Enfin, l'alinéa 3 précise que d'autres transfèrements peuvent être, exceptionnellement, de la compétence des chauffeurs-agents de sécurité. Il n'indique toutefois pas quels sont les transfèrements concernés et ne précise pas ce qu'il faut entendre par "exceptionnellement".

En raison des différents problèmes de compréhension et d'interprétation posés par cet article, il convient de le revoir afin d'indiquer clairement et logiquement quels sont les transfèrements pris en charge par les chauffeurs-agents de sécurité et dans quelles conditions.

## Article 5

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, il va de soi que la carte de service ne donne aucun privilège dans quelque situation de trafic que ce soit et que, comme l'indique le rapport au Roi, le chauffeur doit donc se conformer au code la route, aucun ordre de mission ne pouvant justifier un manquement à ce dernier. La deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est dès lors inutile et doit être omise.

## Dispositief

## Artikel 1

1. In de Franse tekst van artikel 1, 2°, dienen de woorden "en application de l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>" te worden vervangen door de woorden "en application des dispositions mentionnées à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>".

2. Het is geen goede werkwijze om in een tekst waarin definities worden gegeven, naast een bepaling met dat doel een bepaling houdende voorschriften op te nemen. Dat is het geval in onderdeel 3°, waarin bepaald wordt dat de veiligheidsbeambten-chauffeurs geen deel mogen uitmaken van een politiedienst. Die regel is bovendien overbodig, aangezien in het eerste deel van die bepaling uiteengezet wordt dat die beambten werkzaam zijn bij de "Dienst Vreemdelingenzaken", die niet tot de politiediensten behoort.

## Artikel 3

De redactie van deze bepaling vertoont een gebrek aan samenhang doordat in het eerste lid aangegeven wordt dat alle overbrengingen van vreemdelingen behoren tot het takenpakket van de veiligheidsbeambten-chauffeurs, terwijl in de twee overige leden sprake is van gevallen waarin overbrengingen onder de bevoegdheid van ander overheids-personeel ressorteert.

Zoals artikel 3 gesteld is, maakt die bepaling het bovendien niet mogelijk vast te stellen welke overbrengingen tot de bevoegdheid van de veiligheidsbeambten-chauffeurs behoren.

Ten eerste wordt in het eerste lid bepaald dat alle overbrengingen onder de bevoegdheid van de veiligheidsbeambten-chauffeurs ressorteren, onder voorbehoud van de bevoegdheid van de politiediensten en van de veiligheidsbeambten bij het veiligheidskorps van de Federale Overheidsdienst Justitie (1). Door dat voorbehoud is het niet mogelijk de bevoegdheid van de veiligheidsbeambten-chauffeurs duidelijk te omschrijven, enerzijds omdat in de wetgeving betreffende de politiediensten niet wordt aangegeven voor welke gevallen van overbrenging de politiediensten bevoegd zijn en, anderzijds, omdat in artikel 3bis van de wet van 25 februari 2003 houdende de inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen wel wordt aangegeven voor welke twee gevallen van overbrenging de veiligheidsbeambten bevoegd kunnen zijn, maar daarbij gepreciseerd wordt dat zulks geldt "onverminderd de bevoegdheden van de lokale en federale politiediensten en van de veiligheidsbeambte-chauffeurs van de Dienst Vreemdelingenzaken".

Vervolgens wordt in het tweede lid een opsomming gegeven van de overbrengingen die "voornamelijk" uitgevoerd worden door veiligheidsbeambten-chauffeurs, met de precisering dat die overbrengingen tot de bevoegdheid van de politiediensten behoren wanneer zulks om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit vereist is. Dit lid doet om de volgende redenen problemen rijzen :

1° het woord "voornamelijk" betekent dat de opgesomde overbrengingen niet ten laste van de veiligheidsbeambten-chauffeurs zouden kunnen komen, maar er wordt geen enkele precisering gegeven aangaande de gevallen waarin andere - niet nader bepaalde - overheden bevoegd zouden zijn;

2° het is onmogelijk te zeggen of alleen de overbrengingen die in het tweede lid worden opgesomd om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit door de politiediensten ten laste kunnen worden genomen.

Ten slotte wordt in het derde lid aangegeven dat andere overbrengingen uitzonderlijk onder de bevoegdheid van de veiligheidsbeambten-chauffeurs kunnen vallen. In dat lid wordt evenwel niet vermeld welke de overbrengingen in kwestie zijn en wordt niet gepreciseerd wat onder "uitzonderlijk" moet worden verstaan.

Wegens de onderscheiden problemen inzake bevattelijkheid en interpretatie die dit artikel doet rijzen, behoort dit artikel aldus te worden herzien dat op duidelijke en logische wijze aangegeven wordt welke overbrengingen door de veiligheidsbeambten-chauffeurs ten laste worden genomen en op welke voorwaarden.

## Artikel 5

1. Wat het ontworpen eerste lid betreft, spreekt het vanzelf dat de dienstkaart geen enkel voorrecht geeft in welke verkeerssituatie ook en dat, zoals in het verslag aan de Koning wordt aangegeven, de chauffeur zich dus dient te gedragen naar het verkeersreglement doordat geen enkel opdrachtbevel het overtreden van verkeersregels kan rechtvaardigen. De tweede zin van het eerste lid behoort dan ook als overbodig te vervallen.

2. A l'alinéa 2, le Conseil d'Etat s'interroge quant à savoir ce qu'est "un permis de conduire pour l'aéroport". S'il s'agit d'une autorisation permettant d'accéder aux voies de circulation routières de l'aéroport, il serait utile de le préciser dans le rapport au Roi afin d'éclairer la portée de la notion.

Plus fondamentalement, et certainement dans l'hypothèse envisagée, c'est à l'Office des étrangers d'effectuer, pour des raisons évidentes de sécurité, la démarche d'obtention de ce permis et non à chaque chauffeur-agent de sécurité. Seul l'Office est d'ailleurs en mesure d'attester à l'égard des instances de l'aéroport que le chauffeur-agent de sécurité pour lequel le permis est sollicité revêt effectivement cette qualité. Cet alinéa doit être revu en conséquence.

#### Article 6

1. Il conviendrait d'écrire : "un ordre de mission de transfert est établi".

Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. Il convient d'indiquer qui établit cet ordre de mission de transfert.

3. A l'alinéa 1<sup>er</sup> du texte français, il y a lieu de faire préciser chacun des éléments de l'énumération de l'article défini, à l'instar de ce qui figure au 2<sup>o</sup>.

La même observation vaut pour l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Article 7

Dans la version française, il convient de remplacer, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "qu'il y ait" par "qu'il y a".

Dans la version néerlandaise du même alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "Voorafgaand aan" par le mot "Voor".

#### Article 14

Dans la version française, il y a lieu d'ajouter les mots "qui conduit le véhicule" entre les mots "chauffeur-agent de sécurité" et "d'éventuelles anomalies".

Dans la version française les mots "leur étranger" doivent être remplacés par les mots "un étranger".

Dans la version néerlandaise, les mots "houden toezicht op de vreemdeling" doivent être remplacés par les mots "houden elk toezicht op één vreemdeling".

#### Article 15

A l'alinéa 3, mieux vaut rédiger la phrase à la forme active afin de préciser que ce sont les chauffeurs-agents de sécurité qui informent le service de dépannage et le bureau de coordination.

#### Article 21

Il va de soi que, pour l'application de l'article 21, comme l'indique le rapport au Roi, les conditions fixées par l'article 37, auquel se réfère l'article 74/8, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, précitée, doivent en tout état de cause être respectées.

#### Article 23

L'alinéa 2 prévoit que le rapport relatif aux incidents survenus lors d'un transfèrement est transmis au directeur du centre ou séjourne l'étranger. Or, certaines hypothèses de transfèrement concernent des étrangers qui ne séjournent pas dans un centre. Mieux vaudrait dès lors indiquer que le rapport est transmis, le cas échéant, au directeur du centre ou séjourne l'étranger.

#### Article 25

L'article en projet habilite le bureau de coordination à rédiger un règlement général qui contiendrait des spécifications précises à destination des chauffeurs-agents de sécurité.

Il ne peut être admis que le Roi, habilité par l'article 74/8, § 3, à fixer le régime et les règles relatives au transfèrement de l'étranger, attribue au bureau de coordination un pouvoir réglementaire en cette matière. Seul le ministre pourrait, le cas échéant, rédiger une circulaire explicitant la réglementation applicable, sans pouvoir mettre en œuvre un quelconque pouvoir réglementaire à cette occasion.

2. In verband met het tweede lid vraagt de Raad van State zich af wat een "luchthavenrijbewijs" is. Als het gaat om een machtiging waarmee men toegang heeft tot het wegennet van de luchthaven, zou zulks in het verslag aan de Koning moeten worden aangegeven teneinde de draagwijdte van het begrip te verduidelijken.

Fundamentele, zeker in het beschouwde geval, is dat de Dienst Vreemdelingenzaken om evidente veiligheidsredenen het nodige moet doen voor het verkrijgen van dat bewijs en niet iedere veiligheidsbeambte-chauffeur. Alleen de Dienst Vreemdelingenzaken is trouwens in staat om ten aanzien van de luchthavenautoriteiten te bevestigen dat de veiligheidsbeambte-chauffeur voor wie het bewijs wordt aangevraagd die hoedanigheid werkelijk bezit. Dit lid behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

#### Artikel 6

1. Er behoort te worden geschreven : "een bevel tot transferopdracht opgesteld".

Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

2. Er dient te worden aangegeven wie dat bevel tot transferopdracht opstelt.

3. In de Franse tekst van het eerste lid dient elk onderdeel van de opsomming te beginnen met het bepaald lidwoord, zoals in onderdeel 2<sup>o</sup>.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 23, eerste lid.

#### Artikel 7

In de Franse tekst van het eerste lid dienen de woorden "qu'il y ait" te worden vervangen door de woorden "qu'il y a".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid dienen de woorden "Voorafgaand aan" te worden vervangen door het woord "Voor".

#### Artikel 14

In de Franse tekst dienen de woorden "leur étranger" te worden vervangen door de woorden "un étranger".

In de Franse tekst dienen de woorden "qui conduit le véhicule" te worden ingevoegd tussen de woorden "chauffeur-agent de sécurité" en "d'éventuelles anomalies".

In de Nederlandse tekst dienen de woorden "houden toezicht op de vreemdeling" te worden vervangen door de woorden "houden elk toezicht op één vreemdeling".

#### Artikel 15

Het derde lid zou beter in de bedrijvende vorm gesteld worden teneinde aan te geven dat het de veiligheidsbeambten-chauffeurs zijn die de pechverhelpingsdienst en het coördinatiebureau moeten inlichten.

#### Artikel 21

Het spreekt vanzelf dat, zoals in het verslag aan de Koning wordt aangegeven, voor de toepassing van artikel 21 hoe dan ook voldaan moet worden aan de voorwaarden gesteld in artikel 37, waarnaar verwezen wordt in artikel 74/8, § 6, van de voornoemde wet van 15 december 1980.

#### Artikel 23

In het tweede lid wordt bepaald dat het rapport betreffende de incidenten die zich tijdens de overbrenging hebben voorgedaan, bezorgd wordt aan de directeur van het centrum waar de vreemdeling verblijft. Bij sommige gevallen van overbrenging gaat het evenwel om vreemdelingen die niet in een centrum verblijven. Het is dan ook beter te bepalen dat het rapport in voorkomend geval bezorgd wordt aan de directeur van het centrum waar de vreemdeling verblijft.

#### Artikel 25

Bij het ontworpen artikel wordt het coördinatiebureau ertoe gemachtigd een algemeen reglement op te stellen dat nadere specificaties zou bevatten voor de veiligheidsbeambten-chauffeurs.

Er kan niet worden aanvaard dat de Koning, die bij artikel 74/8, § 3, gemachtigd wordt het regime en de regels te bepalen die van toepassing zijn op de overbrenging van vreemdelingen, aan het coördinatiebureau ter zake een verordenende bevoegdheid opdraagt. Alleen de minister zou, in voorkomend geval, een circulaire kunnen opstellen om de geldende regeling te expliciteren maar hij zou bij die gelegenheid geen enkele verordenende bevoegdheid kunnen uitoefenen.

L'article 25 doit donc être omis.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre,

P. Vandernoot, Madame M. Baguet, conseillers d'Etat,

M. G. Keutgen, assesseur de la section de législation,

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier,

Le rapport a été présenté par Mme L. Vancrayebeck, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Vandernoot.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

—————  
Note

(1) L'expression "sans préjudice" doit être comprise en l'espèce comme signifiant "sous réserve", sans quoi on n'en aperçoit pas la portée. Sur la signification de ces deux expressions et sur leur utilisation, voir Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, rubrique "Technique législative", p. 5.

—————  
**8 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 74/8, § 3, introduit par la loi du 15 juillet 1996;

Vu l'avis 44.062/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2008;

Sur la proposition de notre Ministre de la Politique de migration et d'asile,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions et dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° étranger : étranger soumis à une mesure administrative de détention, de mise à disposition du gouvernement ou de maintien en application des dispositions mentionnées à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° centre : lieu géré par l'Office des étrangers, destiné à l'accueil d'étrangers soumis à une mesure administrative de détention, de mise à disposition du gouvernement ou de maintien en application des dispositions mentionnées à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

3° collaborateur de sécurité-chauffeur : collaborateur de sécurité-chauffeur de l'Office des étrangers;

4° bureau de coordination : bureau de l'Office des étrangers responsable de l'organisation et de la centralisation de tous les transfèrements à effectuer par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs.

**Art. 2.** Le présent arrêté est d'application lors du transfèrement d'étrangers qui est effectué par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs.

Artikel 25 dient dan ook te vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter,

P. Vandernoot, Mevr. Baguet staatsraden,

de heer Keutgen, assessor van de afdeling wetgeving,

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. Vancrayebeck, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Vandernoot.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

—————  
Nota

(1) Het woord "onverminderd" moet hier worden begrepen als "onder voorbehoud van", aangezien anders niet in te zien valt wat daarmee wordt bedoeld. Voor de betekenis van beide uitdrukkingen en het gebruik ervan, zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, rubriek "Wetgevingstechniek", blz. 5.

—————  
**8 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 74/8, § 3, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996;

Gelet op het advies 44.062/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2008;

Op de voordracht van Onze Minister van Migratie- en Asielbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vreemdeling : vreemdeling onderworpen aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding met toepassing van de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° centrum : plaats beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, gericht op de opvang van vreemdelingen onderworpen aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding met toepassing van de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

3° veiligheidsmedewerker-chauffeur : veiligheidsmedewerker-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken;

4° coördinatiebureau : bureau van de Dienst Vreemdelingenzaken dat instaat voor de organisatie en centralisatie van alle door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur uit te voeren overbrengingen.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de overbrenging van vreemdelingen die door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur wordt uitgevoerd.



**Art. 3.** Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs sont compétents pour tous les transfère­ments d'étrangers.

Les transfère­ments suivants sont effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs, pour autant qu'ils ne doivent pas être effectués par les services de police pour des raisons de sécurité ou pour des raisons d'opérationnalité :

1° le transfère­ment à un centre d'étrangers qui sont soumis à une mesure administrative de maintien conformément à l'article 74/5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° le transfère­ment à un centre d'étrangers qui sont soumis à une mesure administrative de maintien conformément à l'article 51/5, § 1<sup>er</sup>, ou 74/6, § 1<sup>er</sup>bis, de cette loi;

3° le transfère­ment d'étrangers à partir d'un centre.

Des transfère­ments autres que ceux visés à l'alinéa 2 sont exceptionnellement effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs.

**Art. 4.** Chaque transfère­ment se fait d'une manière sûre, humaine et efficace.

**Art. 5.** Le collaborateur de sécurité-chauffeur reçoit une carte de service de l'Office des étrangers qu'il doit toujours avoir sur lui.

Chaque collaborateur de sécurité-chauffeur doit se procurer un permis de conduire pour l'aéroport.

## CHAPITRE II. — Déroulement du transfère­ment

### Section 1<sup>re</sup>. — Préparation

**Art. 6.** Pour chaque transfère­ment, le bureau de coordination établit un ordre de mission de transfert, contenant au moins les points suivants :

1° le nom, la nationalité et le numéro de dossier à l'Office des étrangers, des étrangers à transférer;

2° les lieux de départ et d'arrivée;

3° la date et l'heure auxquelles le transfère­ment doit débiter;

4° le nom des collaborateurs de sécurité-chauffeurs qui doivent effectuer le transfère­ment;

5° le numéro de plaque d'immatriculation du véhicule de service qui doit être utilisé .

Il est toujours prévu au moins un collaborateur de sécurité-chauffeur en plus que le nombre d'étrangers à transférer.

**Art. 7.** Préalablement à chaque transfère­ment, le collaborateur de sécurité-chauffeur contrôle l'état du véhicule. Il s'assure également qu'il y a le téléphone portable, la carte carburant et les papiers du véhicule.

D'éventuels problèmes avec le véhicule doivent être immédiatement communiqués au bureau de coordination.

### Section 2. — Départ

**Art. 8.** Avant l'embarquement, l'étranger est soumis à une fouille de sécurité conformément à l'article 74/8, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cette fouille est effectuée par un collaborateur de sécurité-chauffeur du même sexe que l'étranger ou par un autre agent de l'Office des étrangers du même sexe, auquel cas la fouille est effectuée sous le contrôle du collaborateur de sécurité-chauffeur. En cas de départ du centre, cette fouille peut également être effectuée conformément à l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Les éventuels objets interdits ou dangereux sont pris en dépôt par le directeur du centre où séjourne ou va séjourner l'étranger. En cas de transfère­ment à la frontière dans le cadre de la procédure d'éloignement du Royaume, les objets dangereux sont remis à la police fédérale.

**Art. 3.** De veiligheidsmedewerkers-chauffeur zijn bevoegd voor alle overbrengingen van vreemdelingen.

De volgende overbrengingen worden uitgevoerd door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur, voor zover zij niet om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit uitgevoerd dienen te worden door de politiediensten :

1° de overbrenging naar een centrum van vreemdelingen die onderworpen worden aan een administratieve maatregel tot vasthouding overeenkomstig artikel 74/5, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° de overbrenging naar een centrum van vreemdelingen die onderworpen worden aan een administratieve maatregel tot vasthouding overeenkomstig artikel 51/5, § 1, of 74/6, § 1bis, van deze wet;

3° de overbrenging van vreemdelingen vanuit een centrum.

Andere overbrengingen dan deze bedoeld in het tweede lid worden uitzonderlijk uitgevoerd door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur.

**Art. 4.** Iedere overbrenging geschiedt op een veilige, humane en efficiënte manier.

**Art. 5.** De veiligheidsmedewerker-chauffeur ontvangt een dienstkaart van de Dienst Vreemdelingenzaken die hij steeds bij zich moet hebben.

Iedere veiligheidsmedewerker-chauffeur dient een luchthavenrijbewijs te behalen.

## HOOFDSTUK II. — Verloop van de overbrenging

### Afdeling 1. — Voorbereiding

**Art. 6.** Voor iedere overbrenging stelt het coördinatiebureau een bevel tot transferopdracht op, die minstens de volgende gegevens bevat :

1° naam, nationaliteit en dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingen­zaken van de over te brengen vreemdelingen;

2° vertrek- en aankomstplaats;

3° datum en uur waarop de overbrenging aangevangen dient te worden;

4° naam van de veiligheidsmedewerkers-chauffeur die de overbrenging dienen uit te voeren;

5° nummerplaat van het dienstvoertuig dat gebruikt dient te worden.

Er wordt steeds minstens één veiligheidsmedewerker-chauffeur meer voorzien dan het aantal over te brengen vreemdelingen.

**Art. 7.** Voor iedere overbrenging controleert de veiligheidsmedewerker-chauffeur de toestand van het voertuig. Hij vergewist zich ervan dat het gsm-toestel, de tankkaart en de autopapieren eveneens aanwezig zijn.

Eventuele problemen met het voertuig dienen onmiddellijk te worden meegedeeld aan het coördinatiebureau.

### Afdeling 2. — Vertrek

**Art. 8.** Voor het instappen wordt de vreemdeling onderworpen aan een veiligheidsfouillering, overeenkomstig artikel 74/8, § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze fouillering wordt uitgevoerd door een veiligheidsmedewerker-chauffeur van hetzelfde geslacht als de vreemdeling, of door een ander personeelslid van de Dienst Vreemdelingen­zaken van hetzelfde geslacht, in welk geval de fouillering gebeurt onder toezicht van de veiligheidsmedewerker-chauffeur. In geval van vertrek vanuit een centrum, kan deze fouillering ook worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingen­zaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De eventuele verboden of gevaarlijke voorwerpen worden in bewaring genomen door de directeur van het centrum waar de vreemdeling verblijft of zal verblijven. In geval van overbrenging naar een grens in het kader van de procedure voor de verwijdering uit het Rijk, worden de gevaarlijke voorwerpen overhandigd aan de federale politie.

**Art. 9.** Le collaborateur de sécurité-chauffeur vérifie si le nom et le numéro de dossier de l'étranger concerné concordent avec ce qui est mentionné dans la mission de transfèrement. Il s'assure que tous les documents nécessaires à la mission sont bien présents.

**Art. 10.** Les portières qui donnent accès aux étrangers sont verrouillées afin d'éviter que l'étranger ou des tiers ne puissent ouvrir de l'intérieur ou de l'extérieur. Le coffre est également verrouillé.

**Art. 11.** Lors du départ, le collaborateur de sécurité-chauffeur doit remplir les données suivantes dans le carnet de bord du véhicule :

- 1° le nombre d'étrangers à transférer;
- 2° la date de la mission;
- 3° l'heure de départ;
- 4° le kilométrage lors du départ.

**Art. 12.** Si un transfèrement ne peut débiter à l'heure prévue dans la mission de transfèrement, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs rédigent un rapport concernant le retard qui sera transmis au bureau de coordination.

#### Section 3. — Transport

**Art. 13.** Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs suivent l'itinéraire qui est considéré comme le plus rapide. Pour ce faire, ils doivent rester informés des informations communiquées sur le trafic routier.

Si cet itinéraire n'est pas sûr, un autre itinéraire plus sûr doit être suivi.

**Art. 14.** Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs surveillent les étrangers et informent le collaborateur de sécurité-chauffeur qui conduit le véhicule d'éventuelles anomalies, de sorte qu'à chaque instant on peut intervenir de manière appropriée. A cette fin, il faut toujours qu'il y ait un collaborateur de sécurité-chauffeur présent dans l'espace fermé où se trouvent les étrangers, sauf dérogation accordée par le Bureau de coordination.

**Art. 15.** Sauf contre-ordre du bureau de coordination ou cas de force majeure, le transport d'étrangers ne peut, en aucun cas, être interrompu.

En cas d'accident de la route, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs en informent immédiatement le service de police et le bureau de coordination.

En cas de panne durant le transport d'étrangers, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs doivent contacter le service de dépannage et le bureau de coordination.

#### Section 4. — Arrivée

**Art. 16.** A l'arrivée, le collaborateur de sécurité-chauffeur doit remplir les données suivantes dans le carnet de bord du véhicule :

- 1° l'heure d'arrivée;
- 2° le kilométrage à l'arrivée.

**Art. 17.** Le collaborateur de sécurité-chauffeur accompagne l'étranger jusqu'au moment où il est repris par l'autorité à qui l'étranger doit être remis.

Une preuve de cette remise est donnée au moyen d'une signature ou d'un cachet de ces autorités sur la mission de transfèrement.

### CHAPITRE III. — Cas particuliers

**Art. 18.** Si nécessaire, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs informent le bureau de coordination de toutes les circonstances qui pourraient entraver le bon fonctionnement de leur mission.

**Art. 19.** Si un étranger tombe malade durant son transfèrement, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs en informent le bureau de coordination afin de recevoir des instructions particulières. En cas de besoin, ils demandent eux-mêmes immédiatement une assistance médicale ou se rendent eux-mêmes auprès du service médical le plus proche.

**Art. 20.** Si le comportement de l'étranger constitue un risque pour lui-même, un vêtement de protection peut être utilisé pour éviter qu'il ne se blesse.

**Art. 21.** Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs peuvent utiliser la contrainte à l'égard de l'étranger afin de le maîtriser, si le comportement de l'étranger constitue un danger pour sa propre intégrité physique ou pour celle de tiers, ou si l'étranger trouble l'ordre.

**Art. 9.** De veiligheidsmedewerker-chauffeur gaat na of de naam en het dossiernummer van de betrokken vreemdeling overeenkomen met deze vermeld in de transferopdracht. Hij verzekert zich er van dat alle documenten nodig voor de opdracht aanwezig zijn.

**Art. 10.** De portieren die toegang geven tot de vreemdelingen worden afgesloten ten einde te vermijden dat de vreemdeling of derden ze van binnen- of buitenuit kunnen openen. De kofferruimte wordt eveneens afgesloten.

**Art. 11.** Bij het vertrek dient de veiligheidsmedewerker-chauffeur op de reiswijzer van het voertuig de volgende gegevens in te vullen :

- 1° het aantal over te brengen vreemdelingen;
- 2° datum van de opdracht;
- 3° uur van vertrek;
- 4° kilometerstand bij vertrek.

**Art. 12.** Wanneer een overbrenging niet op het voorziene tijdstip zoals bepaald in de transferopdracht kan aangevangen worden, stellen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur een rapport van vertraging op dat overgemaakt wordt aan het coördinatiebureau.

#### Afdeling 3. — Vervoer

**Art. 13.** De veiligheidsmedewerkers-chauffeur volgen de route die geacht wordt de snelste te zijn. Zij dienen hiervoor op de hoogte te blijven van de meegedeelde verkeersinformatie.

Wanneer deze route onveilig is, moet een andere, veiligere route gevolgd worden.

**Art. 14.** De veiligheidsmedewerkers-chauffeur houden toezicht op de vreemdelingen en lichten de veiligheidsmedewerker-chauffeur die het voertuig bestuurt in over eventuele onregelmatigheden, zodat er op elk ogenblik adequaat kan ingegrepen worden. Te dien einde dient er steeds een veiligheidsmedewerker-chauffeur aanwezig te zijn in de afgesloten ruimte waarin de vreemdelingen zich bevinden, tenzij het coördinatiebureau een afwijking toestaat.

**Art. 15.** Behoudens tegenbevel van het coördinatiebureau of overmacht wordt het vervoer van de vreemdeling in geen geval onderbroken.

In geval van een verkeersongeval, brengen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur hiervan onmiddellijk de politiedienst en het coördinatiebureau op de hoogte.

Indien men bij het vervoeren van vreemdelingen pech krijgt, dienen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur de pechverhelpingsdienst en het coördinatiebureau te contacteren.

#### Afdeling 4. — Aankomst

**Art. 16.** Bij de aankomst dient de veiligheidsmedewerker-chauffeur op de reiswijzer van het voertuig de volgende gegevens in te vullen :

- 1° uur van aankomst;
- 2° kilometerstand bij aankomst.

**Art. 17.** De veiligheidsmedewerker-chauffeur begeleidt de vreemdeling tot op het ogenblik dat hij overgenomen wordt door de autoriteit aan wie de vreemdeling dient overgedragen te worden.

Van deze overdracht wordt een bewijs gegeven door middel van een handtekening of een stempel van deze autoriteit op de transferopdracht.

### HOOFDSTUK III. — Bijzondere gevallen

**Art. 18.** Indien nodig lichten de veiligheidsmedewerkers-chauffeur het coördinatiebureau in van alle omstandigheden die het goede verloop van hun opdracht zouden kunnen belemmeren.

**Art. 19.** Indien een vreemdeling tijdens de overbrenging ziek wordt, brengen de veiligheidsmedewerkers-chauffeur het coördinatiebureau hiervan op de hoogte voor het verkrijgen van bijzondere instructies. Indien nodig, roepen zij zelf onmiddellijk medische bijstand op, of begeven zij zich zelf naar de dichtstbijzijnde medische dienst.

**Art. 20.** Indien het gedrag van de vreemdeling een risico vormt voor hemzelf, kan beschermkledij gebruikt worden om te vermijden dat hij zichzelf verwondt.

**Art. 21.** De veiligheidsmedewerkers-chauffeur kunnen dwang gebruiken ten aanzien van de vreemdeling ten einde hem onder controle te krijgen, indien het gedrag van de vreemdeling een gevaar vormt voor de fysieke integriteit van hemzelf of derden, of indien de vreemdeling de orde verstoort.

La contrainte peut également être utilisée afin de garantir le bon déroulement du transfèrement, si, en fonction du comportement de l'étranger, d'indices matériels ou des circonstances, le collaborateur de sécurité-chauffeur a des motifs raisonnables de croire que l'étranger constituera un danger pour sa propre intégrité physique ou pour celle de tiers, ou que l'étranger va troubler l'ordre.

Les moyens coercitifs autorisés sont la contrainte physique, la clé de bras et les menottes.

**Art. 22.** Si un étranger essaie de s'échapper lors du départ, durant le transport ou à l'arrivée, le collaborateur de sécurité-chauffeur doit empêcher l'évasion, sans pour cela mettre en danger sa propre intégrité physique, celle de l'étranger ou des tiers, et pour autant qu'il reste suffisamment de collaborateurs de sécurité-chauffeurs à disposition pour surveiller les autres étrangers.

Quand une évasion se produit effectivement, les collaborateurs de sécurité-chauffeurs en informent immédiatement le service de police ainsi que le bureau de coordination.

**Art. 23.** Pour chaque transfèrement durant lequel des incidents se sont produits avec un étranger ou durant lequel des moyens coercitifs ont été utilisés, il est rédigé immédiatement un rapport détaillé qui reprend les données suivantes :

1° le nom, la nationalité et le numéro de dossier à l'Office des étrangers des étrangers transportés;

2° une description de l'incident;

3° la motivation de l'éventuelle utilisation de la contrainte;

4° les éventuels dégâts occasionnés au véhicule;

5° les éventuelles blessures subies par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs et/ou les étrangers;

6° le nom des éventuels témoins;

7° la date;

8° le nom et la signature des collaborateurs de sécurité-chauffeurs.

Ce rapport est transmis au bureau de coordination et, le cas échéant, au directeur du centre où séjourne l'étranger.

**Art. 24.** Les articles 6, deuxième alinéa, 8, 10, 14, 17 et 22 ne sont pas d'application pour le transfèrement d'un étranger dans le cadre de sa libération.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 25.** Notre Ministre qui a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Politique de migration et d'asile,  
Mme A. TURTELBOOM

Dwang kan eveneens gebruikt worden ten einde de goede afloop van de overbrenging te verzekeren, indien de veiligheidsmedewerker-chauffeur, op grond van de gedragingen van de vreemdeling, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden heeft om te denken dat de vreemdeling een gevaar zal vormen voor de fysieke integriteit van hemzelf of derden, of dat de vreemdeling de orde zal verstoren.

De toegelaten dwangmiddelen zijn de fysieke aansporing, de houdgreep en de boeien.

**Art. 22.** Indien een vreemdeling probeert te ontsnappen tijdens het vertrek, het vervoer of de aankomst, dient de veiligheidsmedewerker-chauffeur de ontsnapping te verhinderen, zonder daarbij de fysieke integriteit van hemzelf, de vreemdeling of derden in gevaar te brengen, en voor zover er voldoende veiligheidsmedewerker-chauffeur ter beschikking blijven om de overige vreemdelingen te bewaken.

Wanneer zich effectief een ontsnapping voordoet, brengen de veiligheidsmedewerker-chauffeur hiervan onmiddellijk de politiedienst en het coördinatiebureau op de hoogte.

**Art. 23.** Van iedere overbrenging waarbij zich incidenten met een vreemdeling hebben voorgedaan of waarbij dwangmiddelen gebruikt werden, wordt onverwijld een gedetailleerd rapport opgesteld, dat de volgende gegevens bevat :

1° naam, nationaliteit en dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingen-zaken van de vervoerde vreemdelingen;

2° een beschrijving van het incident;

3° de motivatie voor het eventueel gebruik van dwang;

4° eventuele schade aan het voertuig;

5° eventuele verwondingen bij de veiligheidsmedewerker-chauffeur en/of de vreemdelingen;

6° naam van eventuele getuigen;

7° datum;

8° naam en handtekening van de veiligheidsmedewerker-chauffeur.

Dit rapport wordt overgemaakt aan het coördinatiebureau en in voorkomend geval aan de directeur van het centrum waar de vreemdeling verblijft.

**Art. 24.** De artikelen 6, tweede lid, 8, 10, 14, 17 en 22 zijn niet van toepassing op de overbrenging van een vreemdeling in het kader van zijn vrijlating.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 25.** Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Migratie- en Asielbeleid,  
Mevr. A. TURTELBOOM

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 80

[C — 2009/00010]

**27 DECEMBRE 2008.** — Arrêté royal accordant une aide financière afin de couvrir la charge liée à l'organisation des Sommets européens et plus particulièrement les heures prestées dans le cadre de ces Sommets

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée par la loi-programme du 24 décembre 2002;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juin 2008 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2008;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 80

[C — 2009/00010]

**27 DECEMBER 2008.** — Koninklijk besluit tot toekenning van financiële hulp om de aan de organisatie van de Europese Toppen verbonden last te dekken en meer in het bijzonder de in het kader van deze Toppen gepresteerde uren.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de programmawet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 1 juni 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2008;